

► POPULATIONS ET ÉCONOMIES

La Méditerranée vit un moment démographique inédit dans son histoire. Jamais les hommes n'y ont été si nombreux et surtout jamais la progression démographique n'y a été aussi intense, même si le rythme décélère depuis 2000. Plutôt que d'entretenir une rhétorique malthusienne, depuis longtemps battue en brèche, il faut percevoir dans cet essor démographique le réel progrès de l'alimentation et des systèmes de santé. La transition démographique est bien le signe d'un développement humain. Pour autant, cette augmentation globale des populations ne saurait masquer les différentes dynamiques qui l'accompagnent et qui s'expriment par des évolutions très contrastées entre les pays du pourtour méditerranéen. La croissance des populations âgées au Nord, l'arrivée de nombreuses classes d'âge jeune sur le marché du travail au Sud et à l'Est, l'urbanisation et la littoralisation sont les traits les plus saillants de cette actualité démographique. Ces hommes seront bientôt 500 millions à vivre dans l'aire méditerranéenne, et pratiquement 1 milliard d'habitants habiteront la région euro-méditerranéenne en 2025.

Or comme le disait Jean Bodin, philosophe et théoricien politique du xvi^e siècle, « il n'est de richesses que d'hommes ». Si cet aphorisme a encore quelque pertinence aujourd'hui, le dynamisme économique fait d'hommes et d'innovations n'a lui rien d'automatique, et le clivage économique et social entre les

deux rives tend plutôt à le mettre en doute car c'est plutôt là où les populations stagnent que l'économie prospère. Mais si ce constat ne suffit pas à démonter la formule, il révèle que d'autres éléments, dont le poids de l'histoire et de l'environnement, entrent en ligne de compte.

La géographie du développement fait donc apparaître un clivage assez net entre les rives, mais il ne s'agit pas de penser que le Sud et l'Est du bassin sont engagés dans une longue stagnation économique, encore moins que tout cela participerait d'une fatalité. Les économies de ces pays – au moins jusqu'à la récente crise financière – ont connu des croissances économiques bien réelles ; mais leur rythme demeure, pour certains d'entre eux, par trop lié à la conjoncture pétrolière. Au Nord, le dynamisme économique tend à s'essouffler, du moins à l'aune des taux de croissance, mais le capital accumulé (technique et humain) assure une « rente » économique et sociale dont le renouvellement imposera des réformes, voire des réorientations.

Enfin, dans l'ensemble des économies du bassin méditerranéen, le tourisme figure parmi les secteurs les plus dynamiques, eu égard aux atouts d'une histoire plusieurs fois millénaire, de paysages attrayants chantés par la littérature depuis l'aube des temps et plébiscités avec son climat par les touristes du monde entier. Un focus sur ce secteur, méditerranéen s'il en est, s'imposait donc !

RÉALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES

LA MARQUE DE L'INÉGALITÉ

Avec environ 30 % du PIB de la planète en moyenne ces dernières années, le pôle euro-méditerranéen représente un pivot majeur de l'économie mondiale. Mais cette agrégation des PIB nationaux cache mal le profond déséquilibre économique entre les rives de la Méditerranée. La part du PIB de l'Union européenne dans le monde avoisine à elle seule 28 %, ce qui laisse aux autres rives une portion congrue. Ainsi, alors que quelques kilomètres séparent le Maroc de l'Espagne, le PIB par habitant est cinq fois plus élevé dans ce pays.

Une observation plus fine relève aussi la présence d'un « Sud » au Nord – l'Albanie notamment – et d'un « Nord » au Sud, en l'occurrence Israël. On peut aussi remarquer que les sociétés méditerranéennes sont assez inégalitaires dans l'ensemble, à l'exception de la France. Malgré des écarts socio-économiques évidents, il faut signaler toutefois que pendant la décennie 2000, les PSEM ont connu une croissance plus active qu'au Nord. Mais il leur faudrait de très nombreuses années de croissance supérieure pour pouvoir envisager un rattrapage significatif, sans compter que cette croissance devrait davantage être auto-entretenu et donc moins sensible aux aléas extérieurs. Le rapprochement semble plus prégnant en ce qui concerne les indicateurs de développement humain (IDH). Sur le plan social et sanitaire l'Europe optimise en effet ses performances depuis longtemps, tandis que les PSEM réalisent des progrès significatifs.

FAIBLESSE DES IDE

Symptôme autant que cause de cette fracture, l'écart d'investissements directs étrangers (IDE) matérialise la fracture économique entre les rives méditerranéennes. L'Europe attirait en 2007 quelque 46 % des IDE dans le monde, tandis

que les PSEM en accueillent 3 %, soit à peine plus que l'Afrique subsaharienne. Ceci est en partie lié à un climat peu propice aux affaires, au Sud et à l'Est, où subsistent des hypothèques géopolitiques, en particulier au Proche-Orient. Deux pays, la Turquie et Israël, pourtant situés dans cette zone, captent l'essentiel des IDE des PSEM. Dans les autres pays, les IDE se limitent souvent au secteur traditionnel des rentes (immobilier, hydrocarbures et tourisme). C'est notamment le cas au Liban et en Égypte où la progression des IDE est conséquente. Les investissements locaux ne pallient pas toujours la faiblesse des IDE dans l'industrie, l'épargne ayant tendance à s'en aller, comme la main-d'œuvre qui n'est pas absorbée par un système en déficit d'emplois.

Il faut par ailleurs souligner la forte diversification ces dernières années de l'origine des IDE. Si les pays européens demeurent les principaux émetteurs dans les PSEM, les investissements des États du Golfe se sont accélérés, tandis que ceux des États-Unis demeurent importants. Mais l'engagement de l'Europe est faible en comparaison des IDE effectués par les États-Unis et le Japon dans leur périphérie immédiate. Si moins de 1 % des IDE européens se font dans les PSEM, les États-Unis ont émis, en 2007, 17 % de leurs IDE vers l'Amérique du Sud et centrale, tandis que le Japon en a émis la même année 20 % vers leur périphérie asiatique.

Enfin, une autre expression de la fracture se manifeste par la part plus élevée qu'occupe l'agriculture dans les économies des PSEM. En fait, cette plus grande part du PIB agricole dans le PIB global souligne moins un dynamisme de l'économie agricole dans les PSEM qu'une relative anémie des autres secteurs. Cette analyse du PIB agricole dans le PIB global ne revient pas non plus à souligner la faible importance de l'activité agricole pour les pays méditerranéens de l'Union européenne. La valeur ajoutée créée par ce secteur

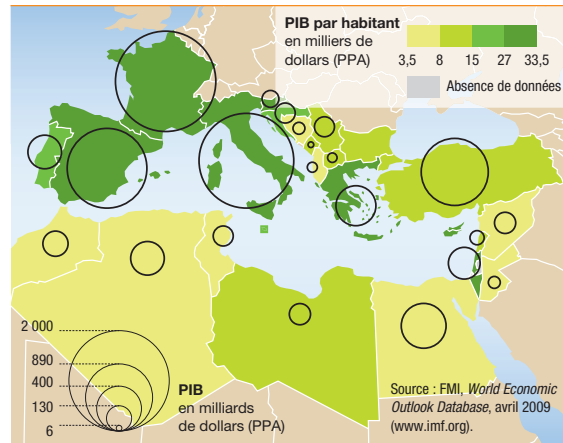
demeure importante en valeur absolue. En outre, l'agriculture contribue fortement aux industries agro-alimentaires, véritables fleurons de leurs économies, tandis qu'elle est devenue un fort consommateur de produits industriels.

L'ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE : FRACTURE CROISSANTE ?

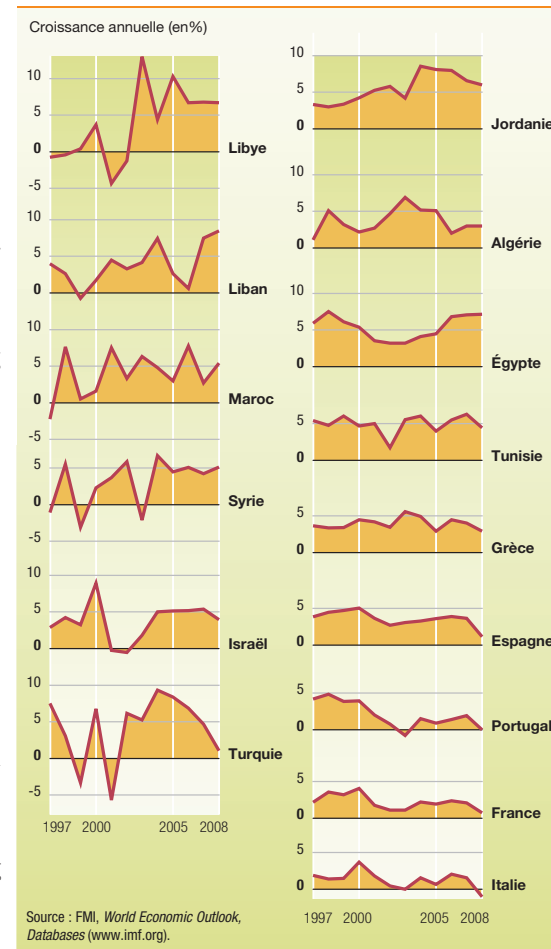
Plus que jamais la connaissance et l'innovation sont au cœur des processus productifs au point que l'on parle d'économie fondée sur la connaissance (EFC). Sur ce plan-là aussi, la fracture entre les rives est réelle, leur développement restant plus aléatoire au Sud. Sachant que ces techniques, et plus largement l'EFC, sont au cœur des processus de production, de transformation et de distribution, la fracture de développement entre le Nord et les PSEM pourrait ainsi s'accroître.

L'indice de l'économie du savoir (KEI : *Knowledge Economy Index*) défini par la Banque mondiale est précieux pour appréhender son développement. Il est en effet évalué à partir d'une base de données qui regroupe, pour 128 pays, 80 variables structurelles et qualitatives réparties en quatre grandes composantes : innovation, capital humain, TIC et incitation économique. L'indice représente la moyenne simple des valeurs des quatre composantes de l'EFC et révèle le potentiel d'accès à l'EFC, c'est-à-dire la capacité d'un pays à générer, à adopter et à diffuser la connaissance dans son développement. Dans le cas présent, il confirme la fracture Nord-Sud en matière d'accès à l'économie de la connaissance. Il permet aussi de mesurer des différences notoires au sein des PSEM : si, en Syrie et en Algérie, les performances sont obérées par un réel déficit d'incitation, en Albanie, dont le capital humain est élevé, c'est le dispositif d'innovation qui fait défaut.

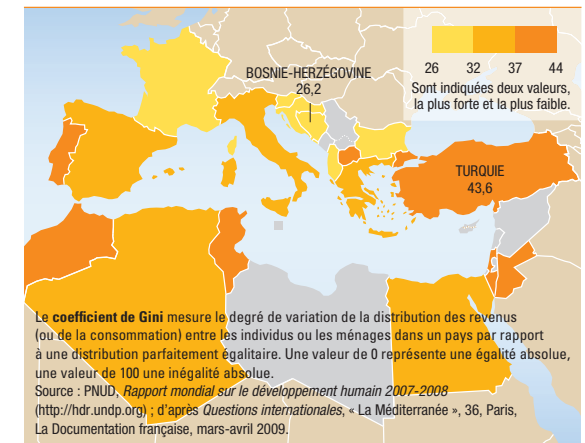
PIB, 2007



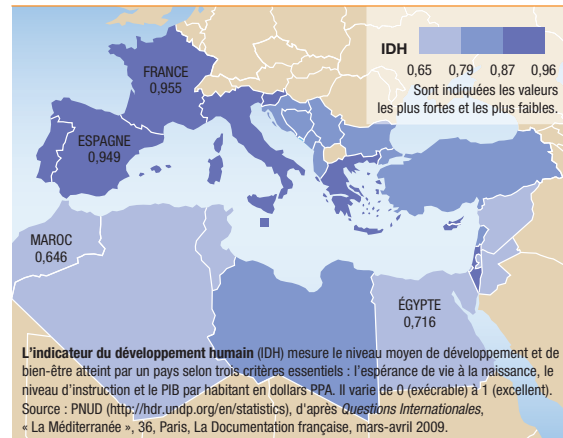
CROISSANCE DU PIB, 1997-2008



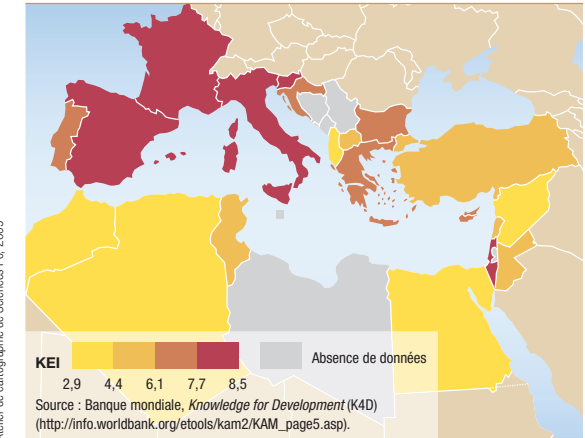
LE COEFFICIENT DE GINI



INDICATEUR DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN, 2006



ÉTAT DE LA CONNAISSANCE, 2008



RÉALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES LA MARQUE DE L'INÉGALITÉ

LA DÉRIVE DES RIVES : RETOUR SUR L'HISTOIRE

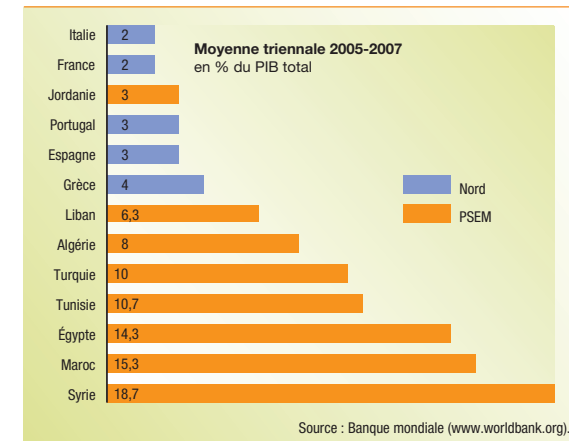
L'accélération du développement des pays du Nord, pour beaucoup déjà industrialisés, est récente. Elle a débuté après la seconde guerre mondiale dans un contexte de reconstruction facilitée notamment par la mise en œuvre d'une économie sociale de marché. Elle a été plus tardive mais très forte en Espagne, au Portugal et en Grèce, en partie favorisée par le moteur de l'intégration à l'Europe dont la politique de redistribution a été d'autant plus efficace qu'elle se produisait sur des territoires déjà engagés sur le chemin du développement.

À rebours de ce décollage, la plupart des PSEM semblent peiner à sortir d'un certain mal-développement. Le déficit de dotation en facteurs de production (terres et eau) a pu entraver leurs performances économiques. Mais surtout, les voies de développement choisies à partir des années 1950-1960, alors que le Nord décollait, n'ont pas eu les résultats escomptés : la relance du secteur agricole, souvent fondée sur des réformes agraires accompagnées de projets de grande hydraulique, a eu des effets mitigés, tandis que sur le plan industriel, les modèles choisis, qu'ils soient basés sur la substitution des importations ou sur les industries industrialisantes, ont échoué. Aussi, par exemple, n'y a-t-il pas eu, ou presque, de remontée et de diversification de filières capables d'élargir le tissu industriel et d'aller vers des productions à plus forte valeur ajoutée. Financée dans les années 1970 et 1980 par les exportations de pétrole ou par des prêts contractés auprès des banques regorgeant alors de pétrodollars du fait du renchérissement pétrolier, la base productive trop peu développée n'a donc pas offert ensuite les moyens de rembourser une dette devenue trop lourde. Pour se procurer les devises nécessaires au remboursement,

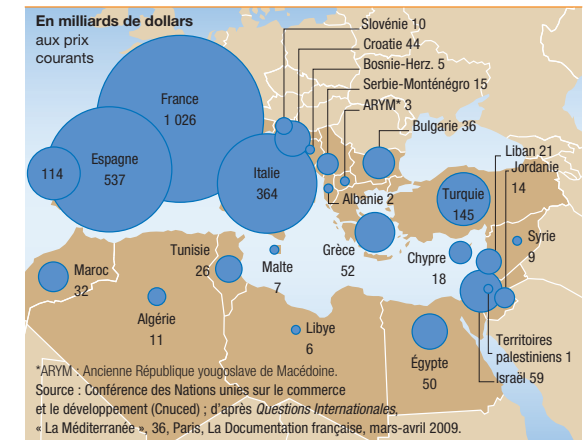
ces pays ont ainsi dû se soumettre, à partir de la deuxième moitié des années 1980, à des programmes d'ajustement structurel dont les effets à court terme se sont traduits par une diminution des dépenses publiques supposée ralentir la demande et donc les importations. Malheureusement, cette politique de désengagement public est apparue à un moment où l'essor démographique aurait exigé de la part des États un effort d'équipement et de prestations soutenu. Sans compter que le développement des emplois publics aurait sans doute permis de prévenir le chômage massif, en particulier celui des jeunes, que le secteur privé n'a pas non plus réussi à contenir.

Aujourd'hui, le problème économique réside moins dans la capacité d'investissement des pays concernés – les balances de paiements sont souvent excédentaires depuis la mise en œuvre des plans d'ajustement structurel – que dans la confiance des acteurs économiques. Le défi pour la plupart des PSEM est donc de créer cette confiance propice à l'investissement, et d'améliorer les politiques de redistribution. Leur coopération avec les pays de la rive nord et, par-delà, avec l'Union européenne peut également être un catalyseur à leur développement. Mais si celle-ci peut leur offrir investissement et débouchés, les PSEM ne sont pas eux-mêmes dépourvus d'atouts pour une Europe en quête de marchés et de main-d'œuvre. La mise en place d'une sphère de coprosperité méditerranéenne s'impose en effet comme une nécessité dans le contexte d'une mondialisation qui tend à façonner de grandes régions économiques. Alors que la crise financière est venue fortement secouer les économies de la région, sans que nous sachions encore la portée de cette agression, cette coopération semble d'autant plus s'imposer comme une évidence. ■

L'AGRICULTURE DANS LA FORMATION DU PIB



IDE ENTRANTS, 2007

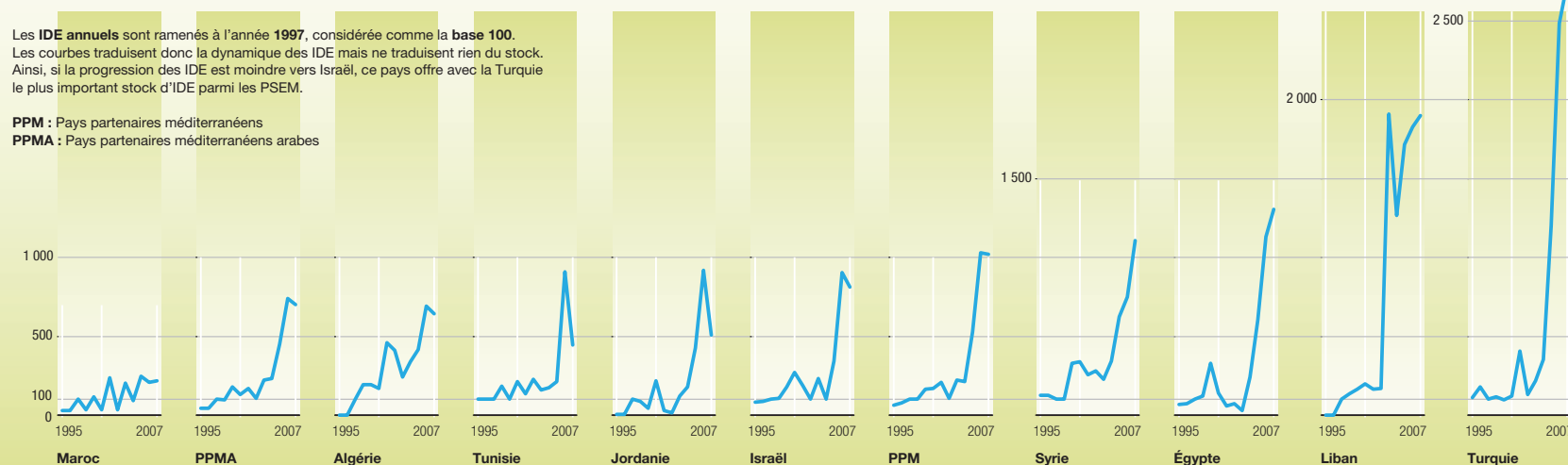


PROGRESSION DES IDE ENTRANTS PAR PAYS, 1995-2007

Source : Cnucead (<http://stats.unctad.org>)

Les **IDE annuels** sont ramenés à l'année **1997**, considérée comme la **base 100**.
Les courbes traduisent donc la dynamique des IDE mais ne traduisent rien du stock.
Ainsi, si la progression des IDE est moindre vers Israël, ce pays offre avec la Turquie
le plus important stock d'IDE parmi les PSEM.

PPM : Pays partenaires méditerranéens
PPMA : Pays partenaires méditerranéens arabes



Atelier de cartographie de Sciences Po, 2009

LES FRACTURES ÉCONOMIQUES CACHÉES : LE CAS DU LIBAN

Comme dans beaucoup de pays de la région, le développement socio-économique au Liban est particulièrement déséquilibré. En 2002, le Programme des nations unies pour le développement (PNUD) a publié des chiffres fort intéressants à ce sujet, parmi lesquels on peut trouver l'indicateur de développement humain (IDH), qui est mesuré à l'aune des circonscriptions libanaises (*mohafazats*)

Il apparaît clairement que seuls le Mont-Liban et Beyrouth (0,74) ont un IDH supérieur à l'indicateur du Liban dans son ensemble, tandis que les *mohafazats* du Nord-Liban

(0,64), du Sud-Liban (0,68), de Nabatieh (0,66) et de la Bekaa (0,66) se situent en deçà de l'indice moyen estimé à 0,71. Quant aux indicateurs de pauvreté, ils vont dans le même sens puisqu'ils varient de 14,3 dans le Nord à 6,3 à Beyrouth.

Ce déséquilibre a des causes historiques, économiques et géopolitiques : Beyrouth, consacrée en tant que lieu de la décision politique (et de fait capitale économique) dès la fin du XIX^e siècle, et la région adossée du Mont-Liban ont accédé plus tôt à l'enseignement dispensé

dans les écoles tenues par les missions. De leur côté, les régions périphériques ont continué de subir dans la première moitié du XX^e siècle un féodalisme foncier, avec des relations de métayage très défavorables. Après l'indépendance en 1943, le libéralisme qui a prévalu de fait au Liban puis la guerre civile ont eu tendance à sacrifier les secteurs productifs (agriculture et industrie) implantés surtout dans les régions périphériques, ce qui a accentué à nouveau l'écart entre Beyrouth et les régions périphériques.